

L'EAU SOURCE DE VIE PAS DE PROFIT



FORUM ALTERNATIF
MONDIAL DE L'EAU

DU 14 AU 17 MARS 2012

AU DOCK DES SUDS | MARSEILLE

ET DU 9 AU 17 MARS

SPECTACLES | EXPOS | CONFÉRENCES | MANIFESTATION | MARSEILLE & ALENTOURS

www.fame2012.org/fr

MEFIEZ-VOUS
DES CONTREFAÇONS

www.fame2012.org/fr

Avec le soutien de  Région
PACA

DOSSIER PRESSE

Présentation des Vœux EBC PACA
Annonce du Programme du FAME

Vendredi 27 Janvier 2012

Contact :
Laurent Fléty
06 12 56 59 93 19
presse@fame2012.org



Sommaire

L'accès à l'eau, droit humain fondamental

L'eau, un enjeu économique

Le Forum Mondial de l'Eau du Conseil Mondial de l'Eau

Pourquoi un Forum Alternatif Mondial de l'Eau?

Le Programme du FAME

> Dès février pour se mobiliser :

> Du 9 au 13 mars en liaison avec le FAME

Au Dock des Sud (Marseille), du mercredi 14 au samedi 17 mars

A propos du FAME

APPEL DE DAKAR

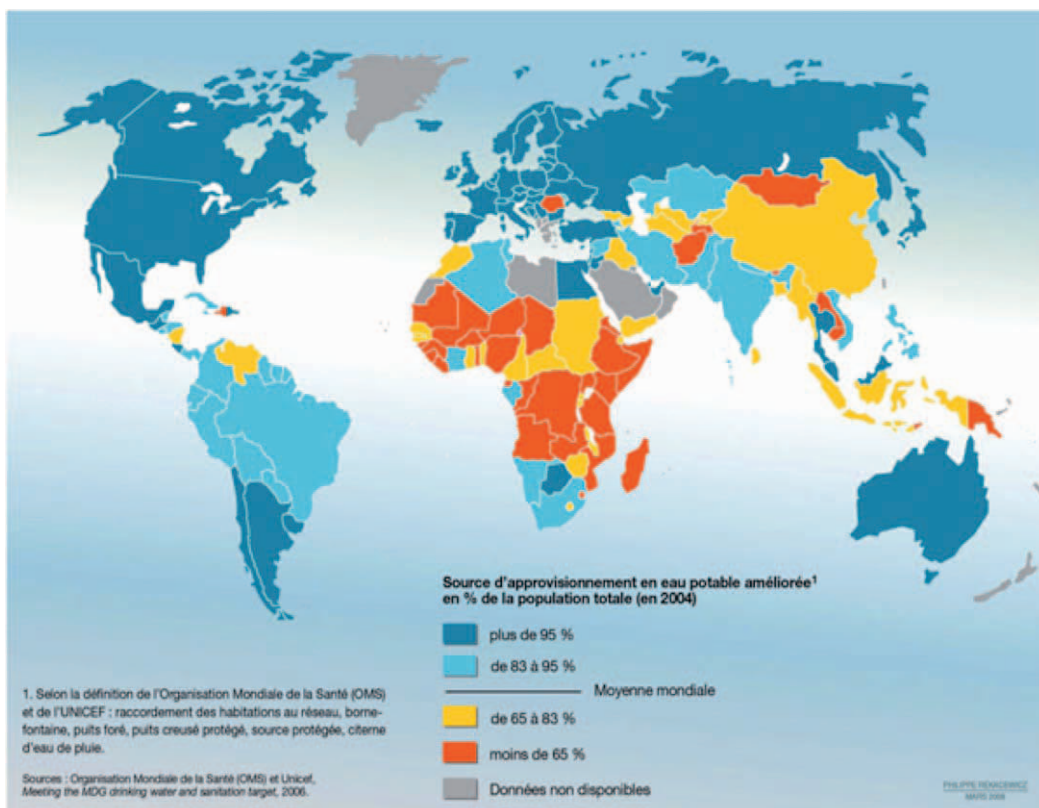
Charte

L'accès à l'eau, droit humain fondamental

Le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu «le droit à une eau potable salubre et propre comme un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme». Cette décision historique est loin d'être respectée. En effet, selon le rapport UNESCO/OMS 2010 :

- 884 millions de personnes, soit 13% de la population mondiale, n'ont pas accès à «une source d'approvisionnement en eau potable améliorée»
- 2,6 milliards de personnes, soit 39% de la population mondiale, n'ont pas accès à «des installations d'assainissement améliorées»

Les «Objectifs du Millénaire», adoptés en 2000 par les Nations Unies, visaient à réduire la population n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement à l'horizon 2015. Le facteur financier est fondamental dans la résolution de cette «crise de l'eau». Les causes sont multiples, qui tiennent au climat, à la démographie, aux modes de vie, à l'économie, à la politique, aux institutions ... et l'eau ne sert que marginalement (10%) à l'alimentation directe des populations, qui sont en concurrence avec les besoins croissants de l'agriculture (70%) et de l'industrie (20%).



L' eau, un enjeu économique

A partir des années 1980, l'intervention du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale, pousse les pays en développement à mettre en place des politiques d'ajustement structurel, incluant la privatisation des services publics, dont celui de l'eau. Les transnationales françaises Veolia, Suez et Saur essaient désormais d'exporter le « modèle français de gestion de l'eau » vers l'Afrique et l'Asie en proposant des Partenariats Public-Privé (PPP) avec l'appui des gouvernements occidentaux et des institutions financières internationales. Et la vague néo-libérale les encourage à se développer en parallèle en Europe et en Amérique.

En France, berceau des multinationales de l'eau, 70% de la population sont alimentés en eau potable par une société privée dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP). Ce « modèle français » est une exception dans un monde où l'alimentation en eau reste à 90% du ressort des Etats.

Le 18 janvier 2010, la Commission européenne a lancé une procédure formelle sur une éventuelle entente entre Suez Environnement, Veolia et Saur. L'objectif est de déterminer si ces entreprises *« ont coordonné leur comportement sur les marchés des services de l'eau et des eaux usées en France, en particulier en ce qui concerne des éléments du prix facturé au consommateur final »*.

L' échec de la privatisation de l'eau est donc patent : aggravation de la situation dans les pays en développement avec rejet des PPP par les populations qui ne peuvent pas payer les tarifs exigés pour un service souvent médiocre, repli des sociétés privées sur les pays développés et contestation des méthodes et des tarifs de ces sociétés dans les pays développés. La remunicipalisation ou la renégociation des contrats se développent en Europe. Mais cela n'empêche pas les multinationales de l'eau de prétendre détenir les solutions à la crise, en essayant maintenant de mettre la main directement sur les ressources en eau.

Le Forum Mondial de l'Eau du Conseil Mondial de l'Eau

Le 6^e Forum Mondial de l'Eau est organisé à Marseille conjointement par le gouvernement français et le Conseil Mondial de l'Eau. Le CME regroupe des entreprises privées du secteur de l'eau, des associations de professionnels, des organismes gouvernementaux et intergouvernementaux, des institutions financières internationales, pour promouvoir la gestion privée de l'eau comme solution à la crise de l'eau. Fondé en 1996, son siège est Marseille. Il organise tous les trois ans un FME depuis 1997.



Déclaration de Danièle Mitterrand, créatrice de la Fondation France Libertés, à propos du Conseil Mondial de l'Eau :

«C'est une supercherie, c'est un club business, c'est une place de marché, c'est une foire commerciale. Ils s'arrogent une légitimité qu'ils n'ont pas, veulent donner leur avis et gérer l'eau dans le monde entier, laissant notamment penser qu'ils sont une émanation de l'ONU, ce qui est faux. Il faut rétablir la vérité » .

Pourquoi un Forum Alternatif Mondial de l'Eau ?

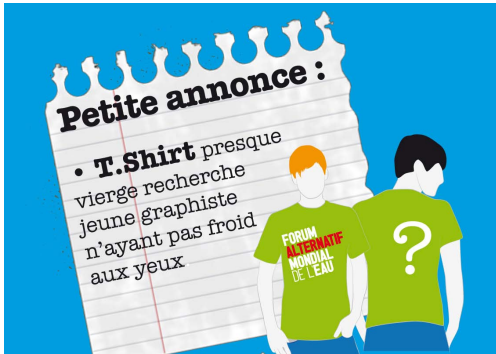
Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) est le rendez-vous de toutes celles et ceux qui se battent pour l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement. Il sera un forum des luttes et des solidarités contre l'accaparement des biens communs.

Le FAME sera aussi le vrai forum des expériences, des alternatives, des idées et des cultures !

Des associations citoyennes s'organisent donc en réponse au FME pour promouvoir la reconnaissance de l'eau comme bien commun du vivant.

2012, une année extra[eau]rdinaire

Le processus du FAME est en marche depuis 2010, et aboutira du 14 au 17 mars 2012 au Dock des Suds à Marseille.



La communication du FAME est participative. Un concours est lancé depuis janvier pour l'édition du T-shirt officiel du FAME.

Plus d'information et règlement officiel : <http://www.fame2012.org/fr/2012/01/06/concours-visuel-du-fame/>

Des concerts de soutien (voir programme Culture)

La caravane de l'eau

Pour mobiliser les citoyens français aux enjeux de l'eau, le Réseau Homme & Nature, et le Collectif Droit des Femmes organisent une caravane de l'eau. Au cours de son parcours, cette caravane recueillera dans un cahier les doléances des usagers de l'eau et citoyens, et relayera les luttes des collectifs locaux.

28 février : Dunkerque – Lille

29 février : Amiens – Beauvais

1er mars : Reims

2 mars : Saint-Denis – Pantin

3 mars : Nanterre

4 mars : Paris

5 mars : Nantes

6 mars : Choisy-le_Roi

7 mars : Orléans

8 mars : Clermont

9 mars : Lyon (départ de la caravane à vélo)

10 mars : Martigues

11 mars : Nice

12 mars : Brignoles

14 mars : Avignon pour arriver à l'ouverture du FAME au Dock des Suds (Marseille)



Du 9 au 13 mars en liaison avec le FAME

- > A Marseille, dans les locaux du Conseil Régional, les 9 et 10 mars 2012, rencontre internationale «**Eau, planète et peuples, pour une citoyenneté mondiale** », à l'initiative de la fondation France Libertés

- > A Martigues, le samedi 10 mars 2012, **Rencontres internationales des organismes de gestion publique de l'eau et de l'assainissement** à l'initiative du MNLE (Mouvement National de Lutte pour l'Environnement)

- > A Aubagne le mardi 13 mars 2012, **Rencontre internationale des élus et des pouvoirs locaux** sur le thème : Eau Bien Commun de l'Humanité, un enjeu pour le droit à la ville.
Et du 12 au 15 mars, **Rencontre internationale d'associations d'irrigants et d'arrosants**



Pre-programme du FAME au Dock du 14 au 17 mars

Le Dock des Sud sera ouvert du 14 aux 17 mars pour permettre à toutes et tous de participer aux 44 ateliers regroupés en 11 thématiques avec une participation libre aux frais. Les échanges seront ponctués par des assemblées plénières et la préfiguration d'un tribunal international de l'eau.

14 mars

- 14H** Arrivée de la Caravane de l'eau
- 14H30 - 16H30** Session de construction du discours FME
- 19H - 22H** Session d'ouverture

15 mars

10H - 12H30

- > CONTROVERSE
- > Droit à l'eau et sécurité alimentaire / Internationalisation des batailles locales de l'eau
- > L'eau et l'assainissement dans les grandes villes du Niger et du Burkina Faso
- > Méditerranée
- > Les politiques néolibérales des institutions financières internationales
- > Assemblée Générale de MSP (réseau de chercheurs)
- > Forum des Jeunes
- > Solutions communautaires pour la gestion de l'eau
- > Le cycle de l'eau : l'eau comme patrimoine. Défense de l'écosystème et du droit local des populations

13H - 15H30

- > CONTROVERSE
- > Politiques agricoles, usages et partage de l'eau: Agriculture productiviste et crise de l'eau : la PAC et la politique de libre échange avec les pays en développement
- > Accès des Roms à l'eau et à l'assainissement et à l'hygiène
- > La Coopération décentralisée
- > Assemblée Générale de MSP (réseau de chercheurs)
- > Forum des Jeunes
- > « Eau et barrages »
- > Eau et délits: se doter d'outils législatifs pour défendre le droit de et à l'eau et pénaliser son usage irrationnel

15H30 - 18H00

- > L'eau : un frein à l'émancipation ?
- > Politiques de l'eau et influence induite des multinationales
- > Efficacité de la gestion publique directe
- > Eau, hygiène et assainissement: des Comores à la communauté comorienne de Marseille
- > Assemblée Générale de MSP (réseau de chercheurs)
- > Initiative Citoyenne Européenne
- > « De l'eau qui fait pschitt » (eau et gaz et pétrole de schiste)
- > «Ca s'écrit eau, ça se lit démocratie »

- 18H30 - 21H00** Session transversale Perspectives du droit à l'eau

16 mars

10H - 12H30

- > Préfiguration du Tribunal de l'eau
- > Droit à l'eau et sécurité alimentaire, luttes et plaidoyer
- > La question du lac Tchad, lac transfrontalier majeur au cœur de l'Afrique
- > Eau & Santé
- > Sciences, Water & Media
- > Partenariats public-public
- > Eau et Mines

10H-12H00

- > L'accapement de l'eau (en bouteille)
- > Rendre effectif le Droit à l'eau

13H - 15H30

- > Préfiguration du Tribunal de l'eau
- > Des luttes locales contre la spoliation de la ressource
- > Gestion locale et démocratique
- > Fleuves
- > Economics, politics, law, culture and social sciences: water issues & alternatives (part 1)
- > Modèles de gestion publique de l'eau
- > Eau et Mines

12H30-15H30

- > Résistance et luttes contre la privatisation
- > Assemblée « Biens communs contre marchandisation de la vie et de la planète, quelles stratégies et mobilisations des mouvements sociaux et écologiques en direction de Rio+20 et au delà ? »

15H30 - 18H00

- > Préfiguration du Tribunal de l'eau
- > Le rôle des femmes dans la gestion de l'eau
- > Palestine/Moyen Orient
- > Politiques agricoles, usages et partage de l'eau : conditions d'usage, préservation de l'eau, spécialisation des régions
- > Economics, politics, law, culture and social sciences: water issues & alternatives (part 2)
- > Modèles de gestion publique de l'eau
- > « Eau et extractivisme »
- > Eau et le changement climatique
- > CMCCAS espace EDF(energie)

18H30 - 21H00

- > Session transversale Eau & Femmes
- > Session transversale Financiarisation de la Nature la route vers RIO+20

17 mars

9H - 11H

Session transversale Le Futur de notre mouvement

11H - 13H

Session de clôture



A propos du FAME

Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau est le vrai forum où les peuples de plus de 50 pays résolvent les problèmes de l'eau. 16 ONG internationales, 20 associations françaises et plus de 52 associations locales participent à ce processus.

- Organisations internationales

ACME Maroc
AQUATTAC
ATTAC Allemagne, Espagne et Togo
CEO
Council of Canadians
Emmaüs International
EPSU
Food and water watch Europe
Forum Italien de l'Eau
Ingénieurs sans Frontières – Espagne
Trans National Institute

- Organisations françaises

ACME France
Association EAU
ATTAC France
Babel's
CGT
Confédération Paysanne et Amis de la Confédération Paysanne
Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics
Coordination Eau Bien Commun PACA, 52 associations locales :

A la Source Allauch, Alliance pour la santé , Amis de la terre , Appel des appels, Artisans du Monde, Association Avie Environnement, Association Citoyenne, Salernes à Venir, ADEBVH, Association Santé Environnement France, Association Sciences, Technologie, Société, Attac Marseille, Beausoleil Démocratie (06), CCFD PACA, CDATM 13, CFDT 13, CGT 13, Collectif « Eau bien commun » La Ciotat, Collectif droits des femmes 13 , Collectif Eau pays d'Aubagne Etoile, CODES, CLCV Marseille, Confédération Syndicale des Familles 13 , Eau Secours Marseille Métropole , Elus-Associations-Usagers (E.A.U), Emmaüs Cabriès, Enfin la Gauche à Allauch , FASE 13, Fondation France Libertés, France Amérique Latine, FSU 13, GRAIF, IDEES Jonquières, Indecosa, La Ciotat Eco-logique, La Ciotat pour tous, Les ailes de Siligi, MNLE13, MNLE PACA, Pôle Eau de Salon de Provence et de l'Etang de Berre , Réseau Environnement Santé, Simiane avec vous, Solidaires 13, SOS Nature Sud Marseille, Survie 13, UNSA 13, Vaucluse Environnement Equitable, VSP 13. Partis: Europe Ecologie- les Verts, Gauche Unitaire, Les alternatifs, Modem 13, MRC, NPA, PCF, PG

Coordination Eau Île-de-France
Coordination Eau Rhône Méditerranée
Eau Secours Marseille-Métropole
Fondation Copernic
Fondation France Libertés
Ligue de l'Enseignement
MNLE
Mouvement Utopia

Le FAME a reçu le soutien financier du Conseil Régional PACA, du Conseil Général 13, du Conseil Général 94.



APPEL DE DAKAR

POUR LE FORUM ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU
A MARSEILLE EN MARS 2012

En juillet 2010, la reconnaissance par les Nations Unies de l'accès à l'eau pour tous comme un droit humain fondamental a constitué une consécration historique pour les luttes menées depuis des années par les mouvements sociaux, les citoyens, les peuples autochtones, les élus, à travers le monde.

En novembre 2010 était lancé l'appel de Marseille, qui constituait une première étape du projet de Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) porté par les citoyens et les mouvements sociaux. Aujourd'hui, cet appel s'est enrichi des apports des organisations de tous les continents, présentes au Forum Social Mondial de Dakar.

_ Une nouvelle étape s'ouvre, celle de la reconnaissance de l'eau comme bien commun, source de vie. Le droit à l'eau et à l'assainissement doit devenir contraignant et effectif.

_ Le Conseil mondial de l'Eau, auto-désigné, et son Forum n'ont aucune légitimité, ni politique, ils ne représentent pas les peuples du monde, ni technique, leur bilan est un échec au regard des objectifs déclarés. Pour eux, l'eau est une marchandise, source de profits.

_ Nous, associations, mouvements sociaux et autorités locales, porteurs d'expériences alternatives, sommes légitimes pour proposer des voies rendant effectif, au niveau des territoires et des pays, le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous.

_ Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau offrira une plate-forme d'expression et de convergence de l'ensemble des luttes, des expériences et des réalisations menées dans la perspective d'un droit effectif à l'eau et à l'assainissement, garanti par une gestion publique et participative, démocratique et transparente, sociale et écologique. De cette expression devront sortir des lignes d'actions pour l'avenir, à tous les niveaux d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de l'eau et de l'assainissement.

_ Le FAME œuvrera à la consolidation et à l'élargissement des réseaux de territoires et d'élus pour porter ces exigences dans l'agenda politique à tous les niveaux. Nous appelons les associations, organisations de femmes, ONG, syndicats, élus, autorités locales et les citoyens du monde à participer au FAME pour faire entendre la voix des peuples à Marseille en mars 2012.

Appel signé des organisations présentes ce jour, 10 février 2011, au Forum Social Mondial de Dakar.

Charte

1. Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau est un espace de rencontres ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratiques, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent à l'exploitation des ressources en eau dans une logique de profit par les sociétés capitalistes, mais aussi quelquefois publiques, et militent pour une gestion écologique, sociale et citoyenne de ces ressources, leur préservation et leur juste répartition entre les différents usages.
2. Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau réunit et articule des instances et mouvements de la société civile de tous les pays du monde, mais ne prétend pas représenter tous ceux qui luttent pour la préservation de la ressource en eau et sa gestion écologique et citoyenne.
3. Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau se situe dans le processus des Forum Sociaux Mondiaux en ce sens qu'il encourage les instances et mouvements qui y participent à agir au niveau local ou national en cherchant à prendre une part active dans les instances internationales, introduisant dans l'agenda mondial les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un autre monde.
4. Les alternatives proposées au Forum Alternatif Mondial de l'Eau s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste des services de l'Eau et de l'Assainissement, commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts comme le Forum Mondial de l'Eau. Elles visent à obtenir :
 - La reconnaissance que l'Eau est un bien commun de l'Humanité, vital pour tous les êtres vivants, et non une marchandise,
 - L'inscription dans les constitutions nationales du droit d'accès pour tous à l'eau potable et à l'assainissement, comme "droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme", en accord avec la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 29/7/2010,
 - La gestion et la protection publique et participative des ressources en eau contre les pollutions agricoles, industrielles et médicamenteuses et la surexploitation,
 - La répartition concertée et démocratique de ces ressources entre les différents usages de l'eau : alimentation des populations, agriculture, industrie, préservation de la biodiversité,
 - La réalisation ou la réhabilitation par la Puissance Publique des infrastructures nécessaires partout, et pas seulement là où c'est rentable, pour des services d'alimentation en eau et d'assainissement performants et démocratiquement gérés, dans le respect des normes de qualité et de protection de l'environnement,
 - La mise en place d'une tarification progressive de l'eau potable domestique, rendant réellement accessible l'usage en pénalisant l'abus, le gaspillage et excluant toute rémunération du capital investi,
 - La promotion des alternatives de techniques écologiques de production d'eau et d'assainissement (récupération d'eau de pluie, recyclage des eaux usées, lagunage, récupération de l'humidité dans l'air, de la rosée du matin, pompage manuel, à énergie solaire,...) en privilégiant les solutions non brevetables,
 - L'anticipation des effets du réchauffement climatique : inondations, sécheresse, salinisation de l'eau douce, en développant la résilience des écosystèmes et des sols.
5. Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau de Marseille en 2012 sera une manifestation située dans le temps et l'espace. Mais, avec la certitude proclamée à Porto Alegre qu'"un autre monde est possible", le Forum Alternatif Mondial de l'Eau est un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives, qui ne se réduit pas aux seules manifestations sur lesquelles il s'appuie.
6. Aucune organisation participant au Forum Alternatif Mondial de l'Eau ne sera autorisée à exprimer au nom du Forum des positions qui n'auront pas été adoptées par tous les participants. Les instances – ou ensembles d'instances – qui prennent part aux rencontres du Forum pourront délibérer en toute liberté durant celles-ci sur des déclarations et des actions qu'elles ont décidé de mener, seules ou en coordination avec d'autres participants. Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau s'engage à diffuser largement ces décisions par les moyens à sa portée, sans imposer d'orientations, de hiérarchies, de censures et de restrictions, mais en tant que délibérations des instances – ou ensembles d'instances – qui les auront assumées.
7. Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir des alternatives pour défendre les ressources en eau et leur gestion écologique, publique et participative.
8. Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau sera toujours un espace ouvert au pluralisme et à la diversité des engagements et actions d'instances et de mouvements qui décident d'y prendre part, comme à la pluralité des sexes, ethnies, cultures, générations et capacités physiques, dans la mesure où ils respectent la présente Charte. Ne pourront participer au Forum en tant que tels les états et gouvernements, les organisations militaires, les institutions du gouvernement mondial de l'économie (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce, etc.) ainsi que les représentants diplomatiques ou les partis politiques en tant que tels. Pourront y participer, à titre personnel, les membres des gouvernements, des assemblées élues ou des partis politiques en tant que tels qui assument les engagements de la présente Charte.